

Politique publique et régulation de l'économie

Chapitre 1 : L'état et l'UE

Quel rôle de l'état dans l'activité économique

Quel lien entre la politique éco nationale et la politique éco UE

L'état au sens strict c'est le budget général, sécurité sociale, collectivités territoriales. Quand on parle de déficit c'est soit le déficit de l'état (budget) soit public (les 3)

I) L'état central (budget état)

A) Evolution du rôle de l'état

L'état a des fonctions régaliennes (défense, justice, police, la monnaie, impôt) et des fonctions économiques, sociales, pouvoir de légiférer

- Smith

Favorable à l'éducation des plus pauvres pour sortir de la pauvreté

Police justice défense : Etat gendarme :

Jusqu'à la crise de 29 (US)

Jusqu'à la fin de la 2^{ème} guerre mondiale (pays euro)

- Etat providence

Car l'état intervient sur le plan économique pour réguler les crises

Sur le plan social : protection sociale

Remarque : depuis Colbert l'état est intervenu sur le plan éco

- A partir des 80s retour des idées libérales

Ecole des choix publics : augmentation des dépenses publiques à des raisons électorales.

Passagers clandestins

Théorie de la bureaucratie de Niskanen : les fonctionnaires cherchent à satisfaire leurs intérêts personnels, le budget est toujours insuffisant

Loi de Wagner : plus un pays se développe plus il a besoin d'infrastructures

Effet de cliquet : en période de guerre l'état dépense plus notamment pour la recherche mais en période de paix il ne revient pas en arrière en dépenses

Etat minimal Hayek : le marché garanti la justice et la liberté

Etat « 0 », anarcho-capitalistes, libertarien

- P. Rosanvallon (sociologue)

L'état subit une triple crise :

- Crise d'efficacité : l'état n'arrive plus à résoudre les crises économiques, il n'arrive pas à réduire les inégalités, chômage, « nouveaux pauvres » (pauvres liés au chômage)
- Crise financière
- Crise de légitimité : confiance dans l'état passager clandestins : dépenses inutiles

- Surtout depuis la crise de 2007

Krugman : politique commerciale, politique de concurrence

Croissance endogène donc qu'une politique industrielle peut avoir un sens

P.AGHION : L'état a 3 fonctions :

- Rôle régulateur, il doit prévenir et guérir les crises (anticipateur) → créer un cadre juridique, infras, edu, santé
- Garant du contrat social : doit favoriser la confiance de ses citoyens
Société de défiance P.Cahuc, les ménages remettent en cause, les salariés n'ont plus confiance en leur entreprise qui leur demande d'être loyal en étant susceptible d'être licencié.
La confiance dans le PT a fortement diminué or l'innovation est au cœur de la croissance
- D'être le catalyseur de l'innovation : pôles de compétitivité où il y a des centres de recherches, universités des entreprises et l'état pour financer

Etat doit être stratège par contre doit laisser au marché les secteurs d'activité qui fonctionneraient mieux, l'état doit gérer le réseau mais pas le transport, l'état ne doit pas être producteurs de bien marchands

Conclusion : raisons de l'intervention de l'état

- En cas de guerre (éco de guerre → rationner)
- Crises
- En cas de défaillance du marché (externalités négatives, biens publics...)
- Equité sociale (protection sociale, réduction inégalités)

B) Un exemple de régulation

Il y a 2 types de politiques économiques

- Conjoncturelles (CT)
- Structurelles (LT)

1) Conjoncturelles

- Politique budgétaire :
 - Pour les libéraux il faut gérer le budget de l'état en « bon père de famille » : ne pas avoir de déficit
 - Pour les keynésiens l'endettement c'est un moyen de financer les investissements publics, la relance de l'investissement public à plus d'impact que le privé car crée un climat de confiance, le public est connu alors que le privé c'est le résultat d'une enquête auprès des ent

Ce qui compte c'est le motif du déficit budgétaire

- Dépenses
 - Dépenses courants à supprimer

- Dépenses d'investissements à développer
- Recettes
 - Baisse des recettes suite à une pol fiscal
 - Baisse fiscal suite à un problème de croissance

Pendant les 30 Glorieuses, Philipps établi une corrélation entre le chômage et l'inflation → l'état peut intervenir pour maitriser l'inflation ou pour diminuer le chômage. « Stop and go »

De 73 à 85 : inflation + chômage = stagflation donc les politiques keynésiennes ne fonctionnent plus

Depuis 85 le chômage continue à se développer ainsi qu'une faible inflation, pol Keynes ? non au niveau national

Objectifs des politiques conjoncturelles N.Kaldor

- Croissance économique
- Taux de chômage 4.5% max
- Taux d'inflation 2%/10%
- Commerce excédentaire 2%

- Pol budgétaire (Keynes)

	Relance	Rigueur – Austérité - Désinflation compétitive
Objectifs	Plein emploi	Maitriser l'inflation
Moyens	Dépenses : <ul style="list-style-type: none"> - Augmenter l'investissement public - Recettes, augmenter la rémunération des fonctionnaires → revendication du secteur privé Revenu : <ul style="list-style-type: none"> - Baisse IS → I - Baisse du IRPP → augm PA → consom 	Dépenses : <ul style="list-style-type: none"> - Limiter l'I public - Maitriser la rému - Augmenter l'IRPP, TVA
Lim	Risque déficit com ext quand eco ouverte Def budge Ci crise Création de monnaie → inflation Remprunt mais endettement coût	Chômage Ex : 30gl 76 bare échec pol, 83 Fabius

	<p>Effet d'éviction → les K empruntés par l'état se font au détriment du secteur privé → croiss moins forte que prévue</p> <p>Impôt et équivalence ricardienne</p> <ul style="list-style-type: none"> • Impôt : <p>Si l'état dépense trop pour relancer la consom les ménages vont anticiper des hausses d'impôts et donc épargner → effet nul du déficit</p> <p>Ex : 30glo relance diff, 75 Chirac, 81 Mauroy échec</p>	
--	---	--

- Pol de l'offre (lib)
 - Si l'offre de bien augmente ça va créer des emplois et de la croissance
 - L'offre est une composante du marché donc il faut favoriser la concurrence
 - Il faut stimuler l'offre de travail, « travailler plus pour gagner plus » et gagner plus pour plus de demande de biens
 - Stimuler l'innovation : favoriser la création d'entreprise et l'I c'est la traduction du PT qui apporte de la C
 - La baisse d'import va stimuler les individus
 - Baisse d'impôt des plus riches car ça stimule l'I (offre)
 - Réduire les dépenses publiques → rendre citoyens libres et responsables

- Politique monétaire :
 - Interne
 - Expansionniste
 - Restrictive
 - Externe
 - Monnaie forte
 - Monnaie faible

Une politique monétaire nationale (autonome) impossible quand on appartient à la zone euro car géré par la BCE et pas banque de France

- Politique fiscale :
 - TVA (130milliards)
 - IRPP (60 milliards)
 - IS (40milliards) : toute somme réinvestie n'est pas imposable
 - ISF (5 milliards) : culture non taxable

2) Politiques structurelles

- Politique de rétablissement du fonctionnement du marché
- Privatiser (86)
- Flexibilité du marché du travail : inclus la déréglementation
- Politique de concurrence

- Politiques technologiques
- Politique industrielle
- Infrastructure, aménagement du territoire
- Education et formation

a) Politique de concurrence

Issue des directives européennes, c'est l'ensemble des moyens mis en œuvre par les pouvoirs publics pour agir sur les conditions de fonctionnement du marché

- La concurrence doit être libre : pas de barrières administratives à l'entrée
- Non faussée : les ent doivent respecter les règles de la concurrence
 - ➔ « Élément constitutionnel » de l'Europe : la concurrence est au cœur de la constitution européenne mais réglementation n'est justifiée que si elle favorise la concurrence (libéraux veulent une réglementation pour la concurrence)
- Plusieurs domaines :
 - Interdiction des ententes sauf si elle profite au consommateur (ex airbus, GIEE) en termes de
 - Prix
 - Partage du marché
 - Volume de production
 - Limite éco aux ententes : dilemme du prisonnier
 - Fusion : plusieurs risques d'abus de position dominante sinon c'est la logique libérale
 - Si les entreprises ont un CAM > 5Mards€ et > 250M€ dans l'UE → elle doit soumettre le projet de livraison à la commission européenne
Entreprise hors UE (5mards) et UE (250M)
 - Problèmes éco : comment créer des « champions européens » sans risquer un abus de « postrio-dominante »
 - ⇒ L'UE a souvent privilégié la concurrence au détriment de la politique industrielle
89 : contrôle à priori, souvent ce sont les entreprises étrangères qui sont plus compétitives.
Krugman : un état doit aider ses entreprises
 - ⇒ 1% des demandes d'autorisation de fusion refusées dans l'UE
 - ⇒ Abus de position demandée : c'est quand une entreprise peut avoir une stratégie sans prendre en compte les concurrents ou les consommateurs
Ex : furgue condamné à +100m€
 - ⇒ Règles relatives aux états
 - 3 conditions :
 - Aide spécifique à une entreprise
 - Financée directement par l'état
 - Soutirer offre un avantage spécifique
 90% des aides sont accordées
 - Contrôle des aides de l'état : aides ne doivent pas avoir comme conséquence de modifier l'état de la concurrence

- Aides aux entreprises > 200000€ doivent obtenir l'accord de la commission européenne
 - Ex : EDF doit rembourser à l'état 14Mards (2015) pour une aide accordée en 1997
 - Apple (2016), la commission euro demande à l'Irlande de récupérer 13mards auprès d'Apple
- ⇒ Monopole service publics : dans le cadre du marché unique, la concurrence entre firmes privées s'est étendue au secteur public
 - La commission euro distingue les services d'intérêts éco général et ses services non éco d'intérêts général (fonctions régaliennes : police, justice, défense)
 - Services non éco d'int général échappent à la concurrence
 - Services d'intérêt éco général : entreprises de réseaux essentiellement (portaux, énergie, transport), ces secteurs doivent être ouverts à la concurrence
 - Ex : d'où la distinction en 97 Réseau Ferré ferro gère rails de France de la SNCF (avant elle gérait tout)
 - Mais les entreprises privées vendent un service limité aux lignes profitable SNCF et réseau ferré de France publique mais entreprises privées choisissent les rails rentables
 - Depuis 2015, refusion du réseau ferré de fr avec le SNCF
- ⇒ Aides de l'état sont-elles justifiées
 - Raisons électoralistes
 - Manque de convergence des états euro, manque de solidarité, incite chaque état à intervenir de son côté
- ⇒ Services publics de l'état justifiés ?
 - Ps : intérêt général n'est pas le même selon les pays
- ⇒ L'UE a manqué de pragmatisme et donc de réactivisme en période de crise

b) Politique industrielle

Ensemble des moyens visant à susciter ou accompagner les transformations de l'industrie

- Libéraux : pas d'intervention de l'état mais depuis les travaux sur la croissance endogène, le rôle de l'état a été repensé : l'état peut favoriser un cadre propice à l'innovation et la croissance
- Dans les faits :
 - Pol industrielles justifiées par :
 - Raisons politiques :
 - Assurer indépendance éco et pol
 - Ex : nucléaire (positif) plan calcul (négatif)
 - Maitriser filières dans toutes les entreprises de chaine de production
 - Raisons sociales → gérer les conséquences des mutations industrielles (textiles, sidérurgie, chimie, charbon) → nationalisations ou aides (70's)
 - Raisons économiques :
 - Gains de productivité les plus élevées sont dans l'industrie (gains de productivité → croissance)
 - Concurrence étrangère livrée à la mondialisation (Krugman) donc il faut accompagner ou susciter changement → favoriser l'innovation, créer des effets de synergie → pôles de compétitivité
- Evolution de la pol indus (ancien pol =/= nouvelle)
- 30gl :
 - Etat directement acteur, producteur de biens (auto), services (SNCF, EDF)

- Logique de filière : maîtriser toutes les étapes de la production
- Etat planificateur : planification incitative : ça détermine les grandes orientations (ex : sur 5 ans)
- Aides sectionnelles, crédits à l'exploitation
- 75-80 : état s'occupe des secteurs en crise : nucléaire, téléphonie et minitel
- 90-2012 : pol indus ?
 - 2012 : rapport gallois sur désindustrialisation
 - ➔ Pol : industrielle a pour objectif de créer un environnement favorable à l'industrie
 - ➔ Création de la banque publique d'investissement
 - BPIS : avec pour but de financer activité innovantes négligées par banques et marchés financiers ➔ CICE : crédit d'impôt, compétitivité emploi diminuer coût du travail pour hausse compétitivité prix
 - Résultat : les bénéficiaires ont été surtout l'hôtellerie, la restauration et la grande distrib qui en a surtout besoin
 - Pacte de responsabilité : inclue un nouveau CICE pour baisse des couts du travail
 - CIR : crédit d'impôt recherché : aider avec financement des recherche développement mais efficacité relative car « effet aubaine » (: opportunité, ne mène à rien car ce sont les grandes entreprises qui en profitent alors qu'elles en n'ont pas besoin)

C) Budget de l'état

Quand on parle de déficit budgétaire, ça ne concerne que le budget de l'état

Un budget :

- Dépenses : 50milliards éducation, 30 def, 25 ens sup
- Recettes : 130 TVA, 60IRRP, 40IS
- Déficit : 70m

Depuis 75 déficit publique

Le cumul du déficit se traduit par un endettement qui a un coût : charge de la dette

Depuis 85 (loi bancaire) emprunts car le financement monétaire crée de l'inflation

50% des financements sont prêtés par les étrangers, contrainte en matière de pol éco, il faut une politique crédible pour avoir la confiance des investisseurs français. Il faut aussi être un pays attractif pour les IDE pour plus de croissance pour rembourser les dettes

Dans le cadre de l'UEM

def < 3% PIB

Endettement < 60% PIB

3 mesures :

- « Règle d'or » : déficit 0%, règle libérale qui ne prend pas en compte le fait que le déficit peut être dû à des dépenses d'I (logique Keynes).
En cas de crise le déficit s'explique
- « Règle budgétaire » : budgets nationaux sont contrôlés par la commission européenne avant même d'être validés par les parlements nationaux

- « La commission européenne peut sanctionner financièrement un état qui ne respecterait pas les règles de Maastricht

Depuis 2007 la commission eu est plus indulgente par rapport aux respects des critères

II) L'état, les inégalités et la protection sociale

(La PS est-elle un handicap dans la mondialisation)

A) Les inégalités

1) Les théories

- Libéraux

Les inégalités salariales se justifient par les différences de productivité

Pour les ultra les inégalités de patrimoine ne sont pas justifiées, il faut supprimer l'héritage

Pour Nozick les inégalités sont justifiées par les différences entre les individus qui sont en concurrence

Backer KH, l'individu fait des choix qui vont avoir des conséquences de salaire, patrimoine...

- Marx

Les inégalités sont injustifiées et liées à la propriété privée des moyens de production

supprimer l'héritage

- Keynes

Il faut réduire les inégalités car elles sont cumulatives (solidarité) parce qu'il y a un risque de conflit social

Le plein emploi suppose qu'il y ait une demande effective qui augmente (consommateurs)

- Rawls

L'individu doit être libre de façon à pouvoir faire des choix. Les inégalités sont justifiées si elles profitent à tout le monde

- A.Sen

Il ne faut pas réduire les inégalités il faut empêcher qu'elles se développent et développe l'idée de la « capabilité » qui est l'équivalent du pouvoir d'achat, c'est un pouvoir de faire (liberté)

Ex : par rapport au transport, le permis, voiture (accès) → permis à l'école, production de voiture low cost

Il faut donner aux citoyens les capacités qui lui permettront de faire des choix, les inégalités alors peuvent se justifier par le choix des individus

En France c'est l'égalité des chances (ed nat grat, bourses, accès aux grandes écoles), concept difficilement applicable

- Van Parijs

Pour réduire les inégalités chaque individu doit avoir un revenu universel dès sa naissance

- Kuznets

Dans le temps les inégalités ont tendance à augmenter en fonction de la croissance, se stabilise puis diminue

2) Evolution des inégalités

- Le capitalisme va se traduire par une augmentation des inégalités par l'accumulation du patrimoine
- 30 Glorieuses : augmentation des revenus et constitution d'une classe moyenne, réduction des inégalités
- 85 les revenus du K (marché financiers) augmentent plus vite que les salaires à cause de la politique de désinflation compétitive (83) + nécessité d'être compétitif en termes de coûts
Les revenus du K sont détenus par les plus riches

Remarque : c'est en France que les inégalités augmentent moins vite, fortes inégalités territoriales

La fin des classes moyennes est surtout constatée aux USA, Italie GB

La retraite par capitalisation, la santé, l'éducation, le chômage a poussé à placer sur les marchés financiers

Les inégalités liées aux revenus du K s'expliquent aux US par la nécessité de préparer sa retraite, sa santé, l'éducation et faire face au chômage

Les risques sociaux en France sont couverts par l'état, les risques de crise financière sont supportés par les individus aux US

Les ménages épargnent ou s'endettent pour se désendetter

3) La mesure des inégalités

- Les inégalités de patrimoine > de revenu > salariales
- Les inégalités sont cumulatives, le patrimoine est une source de revenu et une part des revenus alimente le patrimoine
- Les inég peuvent être non économiques (culturelles, accès à la santé, éducation, logement, homme/femme)
- Il y a une reproduction sociale des inégalités (P. Bourdieu), il ne croit pas à l'ascenseur sociale
→ descendeur social lié au chômage : inemployabilité, vulnérable

Problème de mesure des inégalités :

- Mesure concerne 1 personne ou ménage ?
 - Nombre de personne c
 - Unité de consommation (échelle d'Oxford), 1p : 1UC, 2ep : 0,7US, enfants - 16a : 0,5UC v cc
- Rapport interdécile : compare les 10% -riches/10% -riches
- Courbe de Lorentz : indice gini : classe les catégories selon les revenus

4) La lutte contre les inégalités

- Politique de redistribution (rev disp = rev primaire (rev W (salaires et entrepreneurs ind) rev K (loyers, dividendes, i) + transferts sociaux (pension, alloc fam, indem maladies) – (impot cot soc)

Efficacité : faible car certaines cotisations sont plafonnées (proportionnalité seul). Le financement de la protection sociale par l'impôt est plus juste

- Services non marchands (éduc, santé, logement)
- Lutte contre la discrimination

Remarque : Politique des bas revenus, 88 RMI : revenu conditionnel car il ne concerne que les +25 ans, contrainte de revenu, insertion formation économique suivi social (santé).

L'insertion était très faible et la personne qui retrouvait un travail perdait le RMI

2004 : RMA : complète le mécanisme du RMI et permet à celui qui travaille de continuer à bénéficier de l'exonération de taxe d'habitation et de la CMU, contrat de 20h minimum pour une durée de 6 mois pour inciter ceux qui sont au RMI de travailler mais ne coupe pas le RMI

2008 : revenu de solidarité active qui remplace le RMI et qui permet aux personnes qui travaillent de garder une partie du RSA

2015 : prime d'activité qui est fixé à partir de l'activité/socle

2040 RU

B) La protection sociale

La protection sociale par la famille, église, état providence (nelfare state) ou individu

Bismark :	Beveridge :
Protection liée au travail donc ça fait appel aux cotisations sociales	Protection universelle → impôt

Le système français repose à la fois sur les cotisations sociales et sur l'impôt mais tendance CMU

Plusieurs défis pour la PS fr :

- Les jeunes inactifs et qui doivent travailler pour payer leurs études ou attendre d'avoir 25 ans (25% jeunes pauvres)
- Les femmes (famille monoparentale)
- Grande dépendance (5^e risque social)
- Vieillesse popul (source de charge qui ne rapporte plus rien)

6 principes :

- La PS a le monopole et obligation de payer ses cotisations
- De plus en plus universelle
- Les régimes de base concernent 80% de la PS
- Protection compétitive (mutuelle) 90%
- Nouveaux risques sociaux couverts
- Contributivité : devoir cotiser pour avoir certaines allocations
- 3 risques sociaux :
 - Santé :
 - Problèmes : vieillissement démographique : dépenses hospici 50%, 80% pers âgés
 - Machines med
 - ENGEL

Culture française du med

Pollution

Maladie et accident professionnel

Plus santé public (addiction, SIDA)

Budget + management hospitalier

Organisation scientifique du travail

Médecin : référent : favoriser général et éviter spécialiste, favoriser maison médicale, protection sains, limitation tarifs

Pharmacien : med génétique, concurrence grand surface

Patient : il faut responsabiliser, carte vitale

Citoyen : augmentation CS

○ Vieillesse :

- La retraite par répartition : actifs payent les retraites des inactifs donc pas de risque de perte de valeur du montant des cotisations
- La retraite par capitalisation : constituer un capital qu'il faut valoriser sur un marché fin → risque mais responsabilise
- Minimum vieillesse (retraite universelle) → repose sur solidarité

Problèmes :

- Politiques : « pouvoir gris » risque de voir les personnes âgées voter en fonction du montant de la retraite payée
« Révolte des actifs » : les actifs ne veulent plus payer pour les retraités
→ Conflit de solidarité
- Sociaux : pb montant de la retraite car doit être proche du revenu des actifs
Petites pensions
- Financier : pb de recettes : moins d'actifs car vieillissement de la population et croissance
Pb de dépenses : inactifs + nombreux (papyboom jusqu'en 2030) et vivent + longtemps

Solutions :

- Repousser l'âge de la retraite
- Augmentation du nombre de trimestre de cotisation
- Augmenter montant des cotisations
- Diminue la pension de retraite
- Suppression régimes spéciaux qui sont beaucoup plus avantageux
- Favorise la retraite par K

Complètement : Changer de mode de calcul de la retraite

Objectif :

- Garder le principe de solidarité
- Introduire la responsabilité et la liberté de choix de prendre sa retraite quand on veut
- Prendre en compte la pénibilité et l'espérance de vie des différents métiers
- Montant de la retraite est fonction des cotisations personnelles et de l'espérance de vie

Moyens :

- Compte individuel par points,
Compte individuel : s'oppose au nombre de trimestre qu'il faut avoir
Points : s'oppose à la base de calcul de la retraite, le point est actualisé au moment de la retraite

Limites :

- Comment réformer, assurer la transition, transposable ?
- Tout le monde est perdant, le plus grand perdant est celui qui gagne moins

Remarque : la protection sociale un handicap dans la mondialisation ?

- Le niveau de protection sociale, le financement pèse sur la compétitivité coût de l'ent
- =/= Amortisseur de la crise, si pas de protection sociale la crise serait plus forte (Keynes).
Maintenir le KH,

III) Les collectivités territoriales

La décentralisation a introduit des inégalités entre les régions et les départements car le financement se fait au niveau des CT alors qu'auparavant l'état réduisait l'écart entre les régions riches et pauvres. Le RMI était financé par l'état, le RSA département, ça a apporté le principe de subsidiarité et donc a permis de responsabiliser les CT

IV) Union européenne et les états

Intro :

- UE est un moyen de se protéger de la mondialisation ou de préparer la mondialisation
- Trump : US 35 → 15% → pour attirer les 1000mards\$
Régions sont un moyen de se protéger mais aussi de faire de la concurrence déloyale (soc, env, fisc)
- Construction européenne : 3 dimensions :
 - Institutions politiques
 - Pol éco communes (PAC)
 - Intégration éco (marché unique + monnaie unique)

Constitution euro

- Elargissement :
 - En partie sous contrainte lors de la fin du communisme
 - La difficulté : convergence des pays

Rattraper

A) Grandes étapes

- 1) Généralités
- 2) Marché à monnaie
 - a)
 - b) Monnaie

Intro :

- 3 raisons pour une monnaie unique
 - Favoriser les échanges
 -
 - ...
- Conditions nécessaires : confiance, plus facile si y a une convergence des économies
 - ⇒ Traité de Maastricht va fixer des critères de convergence
 - 3% PIB def
 - 60% PIB end
 - Inflation faible

- Intérêt faible
- SME
- 2 choix :
 - Monnaie unique : BC dep ou indep du pouvoir politique
 - ➔ L'indépendance garantit qu'il n'y aura pas d'excès de création monétaire, c'est un moyen d'avoir la confiance
 - Monnaie commune : monnaie qui circule en parallèle aux autres monnaies nationales ➔ pas de perte de souveraineté nationale
- 4 effets attendu
- Libéralisation des marchés par le jeu de la concurrence
 - ⇒ Diminue les coûts de transaction
- Diminue l'incertitude et le risque de change
- Monnaie internationale qui concurrence le \$
- Monnaie symbole d'unité ➔ pas vers le fédéralisme
 - Résultat
- Positif :
 - L'euro est une monnaie internationale reconnue, de réserve
 - L'euro a été relativement stable, a favorisé les échanges
- Négatif :
 - La convergence des pays n'était pas complète lors de la création de l'euro et la convergence depuis n'a pas changé
 - ➔ Triangle de Mundell : changes fixes, libre circulation des K, politique monétaire autonome (pas de politique expansionniste possible)
 - Par rapport au \$ on est dans des changes flottants mais la volonté d'un € fort

5 conditions pour une ZMO

- Forte intégration commerciale
- Facteurs de production mobiles
- Les chocs (crises) doivent être surtout symétriques
- Il faut que lorsqu'il y a des chocs asymétriques qu'il y ait des mécanismes prévus pour les contrecarrer (politique budgétaire de la zone)

Dans l'UEM :

- 2/3 sont intra-européen
- Libre circulation des K, pour les H oui pour Shengen, système LMD mais problème des langues et certains diplômes ne sont pas reconnus dans tous les états. Les français ne sont pas très nomades
- Les chocs ne sont pas essentiellement symétriques, la convergence des pays n'est pas réalisée et au contraire la spécialisation des pays s'est accentué
- Pas de mécanisme de solidarité avant la crise des dettes souveraines. Pas de politique budgétaire européenne

La zone euro n'est pas une ZMO, solutions :

- Se doter d'un budget européen et s'en servir en cas de crise
- Solidarité entre les membres
- Mutualiser les dettes
- Euroobligations
- Projet de développement des pays les plus en difficulté

B) La crise de l'€, des dettes souveraines, une crise de gouvernance

1) Crise des dettes souveraines

Dans les 90's la croissance liée au marché unique n'est pas au rendez-vous, les écarts de croissance entre les EU et l'UE augmentent pour plusieurs raisons :

- Hausse des taux d'i aux EU → augmente l'attractivité des EU + libre circulation des K → la croissance économique augmente qui attire, cercle vertueux
Dans l'UE alignement, donc augmentation taux d'i mais pas d'attraction car perspective de croissance faible, cercle vicieux (92 crise monétaire)

1998 : Maastricht. 2000 : Traité de Lisbonne (société de la connaissance, transition énergétique, société inclusive → Dev dur)

2007 : crise des subprimes → crise bancaire : trop de créances douteuses, pas assez de fond propre, baisse du cours des actions.

= Crise de liquidité → baisse des crédits même interbancaires : baisse des crédits, financement interbancaire, risque de dépression/déflation.

Résultats :

- Les états vont prêter des fonds aux banques et surtout garantir les dépôts et garantir la vente des dettes.
- Les états vont s'endetter
- Les banques prêtent aux états
- Les états vont acheter des créances douteuses et l'UE a racheté des dettes publiques et privées par baisse des taux d'i puis création monétaire (quantitative easing)

La crise des dettes souveraines c'est le fait qu'il y a une augmentation des dettes publiques et une remise en cause de la capacité de certains états à soutenir leur dette

Les agents de notation vont constater que l'endettement de certains pays est plus important que les informations émises et que c'est l'endettement qui maintient la croissance.

L'UE a imposé des mesures d'austérité qui ont limité la croissance. L'UE n'avait pas de mécanisme de solidarité a donc réagit tardivement

2) L'évolution de la gouvernance européenne

- Le traité de Maastricht en 92 (critères)
 - Traité d'Amsterdam en 97 « Pacte solidarité et croissance » : mieux faire respecter Maastricht, 2 mesures :
 - Une disposition préventive : surveillance multilatérale, les pays doivent prévenir leur budget dans le respect des critères de Maastricht. Conseil Ecofin qui réunit les ministres de l'économie et des finances
 - Une disposition dissuasive : faire des recommandations en cas de déficit excessif et éventuellement sanctionner.
- Problème :
- Il comporte une clause de circonstance exceptionnelle donc les pays vont utiliser cette clause pour justifier leur déficit
 - Le pacte ne fait pas de différence entre déficit conjoncturel et déficit structurel. Le déficit structurel se justifie lorsque c'est des investissements et le conjoncturel se justifie en cas de crise

En 2012 on constate l'échec du PSC, 12/18 pays de la zone euro présentait un déficit > 3% du PIB

- Traité pour la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'UEM :
 - Renforcer la surveillance du déficit et de la dette

- Distingue déficit conjoncturel et structurel et considère que le structurel doit être limité à 0,5% du PIB ;
Non prise en compte du fait que certaines dépenses soient des I
- Calcul se fait par rapport au PIB potentiel
- PIB < PIB potentiel →
 - ➔ Pas de risque d'inflation
 - ➔ Plus facile de rembourser ses dettes car hausse de la croissance → augmentation recettes → baisse dépenses
- PIB à peu près égal au PIB potentiel → marge de croissance à peu près 0 car il n'y a plus de facteurs de production en réserve
Si on fait de la relance, inflation car entreprises ne peuvent produire plus

Le déficit structurel dépend du PIB potentiel

- Emploi potentiel
 - Durée du travail (travailler plus longtemps)
 - Population active (en âge de travailler & taux d'activité de la population)
- Productivité
 - Qualification de la population
 - Innovation
 - Investissement
- Stock de K
 - I

Emploi potentiel : taux de chômage doit être compatible avec le niveau d'inflation

NAIRU : Non accelerating inflation rate of unemployment : différent selon les pays

La croissance potentielle dépend, pour la France pour l'Europe, du vieillissement démographique

L'importance du déficit structurel dépend de la croissance potentielle pour rembourser les dettes.

- Le Japon : population vieillissante, population qui diminue, refuse l'immigration → croissance potentielle f(robots)
- L'Allemagne : population vieillissante, population diminue, recours immigration
- Chine : population vieillissante, mais potentiel de main d'œuvre à former important
- France : population vieillissante mais population augmente, problèmes :
 - Appareil productif vieillissant
 - Manque d'I privé
 - Chômage de masse (inemployabilité)
 - Qualification
 - Formation initiale souvent en inadéquation avec les besoins des entreprises
 - Formation professionnelles inefficaces :
 - Formation de « mode »
 - Inégalité de formation

Donc prise en compte du déficit structurel qui prend en compte la croissance potentielle, problème :

- La mesure du PIB potentiel n'est pas la même selon les pays → l'analyse du déficit structurel est pertinente

7 mesures pour améliorer les problèmes budgétaires des pays, améliorer en limitant les dettes :

- Distinguer def conj (justifie en cas de crise) et def structurel (dépend croissance pot)
- Renforcer les sanctions
- Renforcement d'éventuelles « circonstances » peuvent justifier def conj
- Programmation budgétaire triennale contraignante car
 - Ça entraîne la responsabilité des gouvernements
 - Etre dans le structurel
- Création organisme indépendant qui est chargé du contrôle et du respect des règles (auparavant ECOFIN)
- Création d'un mécanisme de correction lorsque la trajectoire l'endettement ne se réduit pas
- Intégration des règles dans la constitution ou dans la LOLF (loi organique des lois de finance : budget), « règle d'or »

Critiques du TSCG

- Reflète la volonté allemande de limiter les déficits et l'endettement
- Néglige les institutions, notamment le parlement européen → limite la technocratie
- Il y a un risque lié aux politiques d'austérité

Le TSCG a pour but de mieux gérer les budgets nationaux et de gérer le déficit et l'endettement : mesures préventives

- Le mécanisme européen de stabilité (financière)

La crise des dettes souveraines de 2010 a mis en valeur l'absence de solidarité financière ce qui s'est traduit par une crise politique et pas l'éventualité de sortie de la zone euro ou de l'UE.

Ce MES est un fond entre les signataires qui permet de se procurer sur les marchés financiers des moyens pour aider un pays en difficulté pourra emprunter jusqu'à 620 milliards d'€. Ce mécanisme fonctionne comme le SMI, les établissements financiers en difficulté peuvent y avoir recours et le fond peut racheter des dettes publiques. Ces prêts sont sous contraintes. A terme les décisions d'accorder des prêts seront prises à la majorité 85% des membres avec une contribution de 100milliards par membre

Objectif : répondre plus vite en cas de crise financière, sans solidarité ni mutualisation des dettes

MES : pour les pays zone euro, FMI pour zone euro

- Union bancaire, 2014

Face aux difficultés des banques, qui étaient contrôlées par chaque état, il a été décidé de mettre en place une UB qui avait 3 objectifs :

- Garantir la robustesse et la résistance aux crises des banques
- Interdire le recours au fond public en cas de difficulté
- Harmoniser la réglementation financière → exercer un contrôle

4 moyens :

- Un mécanisme de supervision unique, de surveillance prudentielle
- Un mécanisme de résolution unique des défaillances bancaire qui décidera de recapitaliser une banque ou de la liquider
- Un fond de résolution unique qui aura des compartiments dans chaque nation
- Une garanti commune des dépôts

Il y a plusieurs limites :

- La supervision unique concerne les grands établissements
- Le contrôle du shadow-banking, des institutions financières qui échappent aux contrôles (toutes les institutions non réglementées, contrat gré à gré, fonds hautement spéculatif, paradis fiscaux)
- Mettre fin aux banques universelles (séparer banque dépôt banque d'affaire)

C) Pas de marché unique sans politique commune

- Politique commerciale et industrielle (pol de concurrence)
- Politique agricole commune (1962)

Objectifs :

- Accroître la productivité de l'agriculture → agriculture intensive : grandes surfaces, grands élevages
- Garantir un niveau de vie correct pour les agriculteurs
- Prix raisonnables pour le consommateur
- Garantir la sécurité des approvisionnements → indépendance, autosuffisance

Moyens :

- Préférence communautaire
- Prix garantis → si prix du marché < prix garanti = fonds verse la différence à l'agri
- Fonds européens de garantie

Financement du fonds :

Un européen M à un prix mondial < prix garanti, l'importateur doit payer la différence au fonds, mais pas pour les M entre européens

Par 1/3 budget européen

Résultats :

- Autosuffisance : oui

Problème :

- Surproduction liée à l'incitation par le prix garanti → stock, donner
- Inégalités de revenus entre les agriculteurs
- L'agriculture est une source de conflit (USA/UE)
- Coût très important
- Prix baissés mais qualité aussi
- Stabilité des prix : pas vrmt atteint, l'o et la d ne se stabilise pas, tendance o>ds

Evolution de la PAC :

- Aides conditionnées
Ex : gel des terres
- Aides directes et non plus en fonction de la production
- Prix garanti diminue pour éviter la surproduction et limiter le coût
- Prise en compte de l'environnement
- Préparer l'agriculture eur au marché mondial
- Orienter l'agriculture vers le bio mondial

- Politique sociale

4 aspects qui supposent un abandon de souveraineté

- Retraites : pour favoriser la mobilité géographique il faut que les retraites soient transférables d'un pays à l'autre
- Indemnité chômage : harmoniser pour favoriser la mobilité géographique
- Le droit du travail : socle minimum
- Salaire minimum européen : éviter le dumping, prix unique

Les inégalités entre les pays se traduisent par de la concurrence déloyale, le manque de solidarité rend difficile à CT une harmonisation sociale

- Politique fiscale
- L'harmonisation a pour objectif une concurrence non faussée.

Prélèvement obligatoire : 20% et max 55%

IS : 10 → 35%

Droits des sociétés n'est pas le même dans tous les pays donc certains pays peuvent être attractifs pour certains sièges

Manque de solidarité, manque de convergence + crise = concurrence pays, tendance au repli sur soi

Conclusion UEM :

- Pas de marché unique car la libre circulation des hommes difficile (pb harmonisation sociale)
- Concurrence faussée sur le plan fiscale, la libre circulation des K est faussée
- Pas de politique budgétaire européenne
1% du PIB
- Pas de gouvernement économique
Attractivité éco ≠ attractivité fiscale
- Infrastructure, éducation
- Monnaie unique suppose une ZMO
Une union bancaire a ses débuts, mécanisme de solidarité financière à perfectionner

Atouts et faiblesses de l'UE